

## La solidarité en danger ?

Posté par Yves Matho le jeudi 14 mai 2015 dans Solidarité / protection sociale

De quoi s'agit-il au juste ? La période actuelle semble faire de « la crise » le centre de toutes réflexions, décisions, orientations politiques, sociales et philosophiques. Voilà de nombreuses années que ce terme de crise a envahi le monde politique comme explication à l'obligation d'une pensée unique, à une orientation résolument libérale et à l'explication de toutes décisions sociales visant à un aplanissement de l'organisation du monde.

Ainsi, la conception de la Constitution Française, telle qu'elle avait été élaborée, suite aux réflexions philosophiques issues du siècle des lumières et qui mettait au cœur de la société les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, à égalité de considération, s'en trouve profondément attaquée. La liberté, devient la valeur de référence, reprenant, ainsi, la conception américaine de la construction démocratique. La fraternité disparaît peu à peu des propos politiques, des attentes citoyennes, et représente même une tare qu'il convient de masquer pour être dans l'air du temps.

Il est vrai que le développement de l'individualisme depuis maintenant plusieurs décennies, appuyé, en cela, par l'évolution médiatique, en particulier de la télévision et de la publicité, a profondément modifié les relations humaines au sein de la collectivité.

La fin du monde ouvrier dans son organisation, dans ses conceptions, dans l'installation d'une précarité salariale devenue un paramètre incontournable, a balayé la construction de la classe ouvrière, grande demandeuse et productrice de solidarité.

Ajoutée à cela, la montée des nationalismes, dont les empires ont été les premières victimes et leur chute la première brèche, s'est développée et continue à se décliner au plus près des intérêts particuliers aux dépens du principe de solidarité. Les soubresauts des Etats Européens depuis plusieurs années autour de la souveraineté de telle ou telle région, ou micro région, viennent confirmer cette tendance lourde du resserrement de l'identité autour du même, de l'identique, du repli sur soi et du rejet de la différence.

Du côté des « strates sociales », le constat s'avère le même.

Si la lutte des classes semble avoir vécu, le partage entre les riches, les pauvres et les totalement démunis, se creuse et constitue le creuset d'une nouvelle exclusion de celui qui ne ressemble pas à sa strate d'appartenance ; au centre de ces discriminations : la répartition des richesses et leur redistribution.

Pas une journée ne se passe sans que les impôts ne soient vilipendés, sans qu'à aucun moment le discours ne vienne expliquer, argumenter, le sens de ces taxes et leur répartition. Le principe même des impôts finit par s'imposer comme cœur du débat. Les plus riches ne supportent pas de devoir reverser au pot commun une partie de leur avoir ; les personnes pauvres n'acceptent pas que les plus démunis bénéficient d'aides qui ne devraient revenir qu'à ceux qui méritent d'en bénéficier. Les politiques, du fait de leur manque de confiance à l'intelligence des citoyens rechignent à poser sur la table les enjeux de cette évolution.

Il s'agit pourtant d'un véritable débat de société qu'il faut poser : moins d'impôts, revient à reconsidérer toute l'organisation sociale de notre pays. La conception issue du conseil national de la résistance et qui avait fait consensus après la guerre, est donc balayée, quelquefois même par ceux qui évoquent les grandes figures historiques de cette période, comme référence politique. La sécurité sociale, les services publics, la redistribution, au sens large, est progressivement remplacée par des conceptions assurancielles, individuelles, propres à répondre aux besoins, et surtout aux moyens de chacun.

Qu'en sera-t-il demain de l'action sociale et médico-sociale ?

---

Au cœur des solidarités, notre secteur va, lui aussi, subir les évolutions qui se dessinent. Les enveloppes budgétaires bloquées, les appels à projets, les regroupements associatifs autour de groupes toujours plus importants de salariés et de masses budgétaires à gérer (qui réclament des compétences totalement déconnectées de la connaissance technique du secteur et relèvent plutôt de la gestion salariale et budgétaire), les notions de compensations du handicap, renvoient à de nouvelles références immergées dans les évolutions sociales.

Le secteur s'inscrit dans cette nouvelle conception qui se dessine, sans avoir encore trouvé un nouvel équilibre dans un paysage restructuré sur des bases foncièrement différentes que celles qui l'avait constitué.

Est-ce à dire qu'il en sera de meilleure qualité ou répondra aux nouvelles lois du marché ?

Si le schéma ancien s'appuyait sur la solidarité et sur l'engagement de ses acteurs (mais qui n'a pas toujours été exempt de reproches, ni de défauts), celui qui prend forme sous nos yeux, se métamorphose en d'autres formes impliquant différemment les acteurs et les moyens.

Le droit des usagers est venu rééquilibrer une dynamique démocratique mieux respectée.

Les évaluations, internes et externes, permettent de repérer les écarts entre les offres et les besoins, à condition que ces dernières ne soient pas caricaturées pour réaliser des organisations uniformes (voir à ce sujet, le dernier article paru sur notre site sur les risques de dérives de l'évaluation externe).

La considération du territoire comme espace à investir pour répondre à tous les citoyens suivant leurs besoins, constitue une avancée notable pour respecter chacun suivant son lieu d'habitation.

Les moyens budgétaires, même s'ils se réduisent, permettent encore le développement de projets et d'innovation.

N'oublions pas que les actions déployées dans notre secteur d'activité sont exclusivement issues d'une solidarité nationale en faveur des plus démunies ou les plus en difficulté, que les subsides nécessaires à leur fonctionnement dépendent de la redistribution des richesses collectives, que si tout le monde ne bénéficie pas de ces aides, personne ne peut affirmer ne jamais y avoir recours.

Peut-on appeler cela de la fraternité, de la solidarité ? Et demain serons-nous capables de défendre cette conception si elle venait à être remise en question sous couvert de coût, de couleur de peau ou de définition plus ou moins exclusive ?

Notre secteur ne peut être un secteur tout à fait comme les autres. Il réclame un engagement, comme le fut celui des pionniers. Engagement pour affirmer notre attachement à une conception de l'Etat qui assume la redistribution des richesses, à un positionnement politique qui implique chacun de ses acteurs.

Il s'agit bien d'une responsabilité individuelle face à des choix de société qui peuvent remettre en question les valeurs de ce qui a fait le socle de notre vivre ensemble. Le pire n'est jamais sûr, mais il vaut mieux être attentif aux évolutions du monde, se positionner en argumentant nos propos pour défendre une solidarité à construire chaque jour.

[Tweet](#) [1]

**Source URL:** <http://www.repolitiserlactionsociale.org/article/la-solidarite-en-danger>

#### Links

[1] <http://twitter.com/share>

